

## Le phénomène NRM en Ouganda

### Une expérience révolutionnaire originale

**L**A prise de Kampala par les guerilleros de la NRA (1), le 25 janvier 1986, a marqué l'irruption sur la scène politique ougandaise, confuse et sanglante depuis la chute du « maréchal » Idi Amin Dada en avril 1979, d'une force nouvelle, mal connue, à la fois sympathique et un peu inquiétante. Notre propos dans ce bref essai sera de retracer la genèse du mouvement NRA/NRM, de tenter d'en définir la nature et de préciser son insertion dans le contexte complexe de la politique ougandaise contemporaine.

Pour comprendre l'origine de ce mouvement, il faut revenir à la situation de l'Ouganda au lendemain du coup d'État du général Idi Amin Dada (25 janvier 1971). Après un bref séjour au Soudan, l'ex-président Milton Obote se voyait contraint au début de 1972 de chercher refuge en Tanzanie, après que la paix d'Addis-Abeba (février 1972) eut mis fin à l'hostilité mutuelle entre Khartoum et Kampala, liée à la guerre civile du Sud-Soudan. La Tanzanie abritait alors de nombreux exilés ougandais aux positions politiques les plus variées : des néomonarchistes, comme l'auteur dramatique Robert Sserumuga, leader de l'UNO ; des anti-aminiens sans idéologie particulière, comme le journaliste Aleker Ejalu, fondateur du SUM ; d'anciens ministres d'Obote cherchant à se démarquer de l'ex-président, comme Otema Alimadi, dirigeant de l'éphémère UNUR. Dans ce milieu agité et souvent peu efficace — les exilés étaient à la recherche de tous les appuis, depuis celui de l'Albanie jusqu'à celui de la Mafia — Milton Obote, les cadres de l'UPC et les unités militaires à leur disposition, demeuraient de loin la force la plus sérieuse, d'autant plus que la faveur du président Nyerere allait plus facilement à son ancien condisciple de Makerere qu'aux ambitieux des divers groupuscules émigrés.

(1) Pour tous les sigles employés, voir le lexique à la fin de l'article.

Or ce soutien presque inconditionnel de Nyerere à Obote n'allait pas sans problème, si l'on se réfère à la situation politique intérieure ougandaise. Sous le leadership de l'ex-président, l'UPC avait pratiqué une politique à la fois opportuniste — alliance avec les monarchistes, puis rupture et professions de foi socialistes — anti-constitutionnelle — lors du « coup d'État gouvernemental » de 1966 — et tribaliste — avec les répressions anti-Baganda de 1966 et 1969. De plus, comment oublier que c'était Obote lui-même, apprenti-sorcier incapable de maîtriser sa créature, qui avait fait du colonel Idi Amin l'arbitre de la politique ougandaise entre 1966 et 1971 ?

C'est sur cette toile de fond que doit se projeter la création du FRO-NASA par Yoweri Museveni, au début de 1973. L'année précédente avait vu l'échec particulièrement tragique d'une tentative d'invasion de l'Ouganda par les exilés (septembre 1972). Dirigée par les amis de l'ex-président, soutenue par la Tanzanie, l'invasion mal préparée avait tourné à la déroute, laissé quatre cents morts sur le terrain et donné prétexte à Idi Amin pour lancer une vague de terreur et de répression sur le pays. Yoweri Museveni avait pris part à cette équipée confuse et avait eu l'occasion de voir le peu d'enthousiasme des populations civiles, au moins dans le sud du pays, pour un retour au pouvoir de l'ancien président. Il en avait conclu que seul un mouvement solidement charpenté, idéologiquement cohérent et proche des préoccupations concrètes des paysans aurait des chances d'ébranler le pouvoir d'Idi Amin. Trop souvent, la politique de l'exil se faisait plus dans les salons des grands hôtels internationaux de Nairobi, de Londres ou de New York que dans les villages de la brousse ougandaise.

Mal connu, Yoweri Museveni n'était pourtant pas un inconnu. Membre de la « jeunesse » de l'UPC (UPC Youth Wing), il avait quitté le parti en 1964 avec une réputation de gauchiste. Étudiant à l'Université de Dar es Salaam entre 1966 et 1970, il allait passer ses vacances avec le FRELIMO en lutte contre l'armée portugaise au Mozambique. En 1970, il avait brièvement occupé un poste au Bureau de la Présidence, dans l'administration d'Obote. Né en 1944 à Mbarara, dans l'ouest du pays, munyankole de la caste aristocratique Hima par son père, munyarwanda par sa mère, protestant, il dédaignait ces divers déterminants sociologiques — néanmoins notés par tous — pour se vouloir marxiste et nationaliste, dans la tradition de Nkrumah, de Patrice Lumumba et de George Padmore.

La fondation du FRONASA et sa revendication d'une « résistance populaire » correspondait à une politique de « soutien critique » à l'ex-président Obote dont il attaquait l'opportunisme politique. Museveni était entouré d'un petit noyau de jeunes intellectuels de gauche qui allait demeurer remarquablement uni ; certains devaient tomber, victimes de la dictature d'Amin, comme James Karuhanga, capturé et fusillé à Mbarara, tandis que d'autres, à travers les aléas de la guerre de 1978-1979, de la création de l'UPM, puis de la NRM, allaient finir ministres (Eriya Kategaya, le Dr Ruhakana-Rugunda).

Sur le plan militaire, le FRONASA fut un échec. Les pertes très lourdes subies par les réseaux clandestins de l'intérieur en 1973 amenèrent sa mise en sommeil. De 1974 à 1978, Museveni enseigna au collège de Moshi, gardant le contact avec ses camarades, mais en ne maintenant qu'une activité minimale. La guerre de 1978-1979 allait amener le FRONASA à reprendre du service.

Pour donner à sa lutte contre Amin une dimension de « guerre de libération nationale », le président Nyerere avait besoin d'Ougandais. L'inefficacité des groupes comme le SUM, l'UNO ou l'UNUR le laissait en un tête-à-tête gênant avec Milton Obote. Le FRONASA fut donc réactivé et chargé du « front ouest » (Ankole, Toro, Bunyoro et plus tard *West Nile*) tandis que les « obotistes » du « Kikosi maalum » (Bataillon spécial) accompagnaient l'armée tanzanienne au Buganda, au Busoga, puis dans l'Est et le Nord-Est. Dès le départ donc, en pleine « guerre de libération », on assista à une dualité du pouvoir politico-militaire chez les exilés ougandais : d'une part les « obotistes » dirigés par David Oyité-Ojok et Tito Okello, officiers de l'armée régulière ougandaise, émigrés en Tanzanie dès 1971, et, d'autre part, les « musevenistes » organisés par les anciens clandestins du FRONASA. Les premiers, plus « officiels », plus liés au gouvernement tanzanien, recrutèrent surtout en milieu nordiste parmi les ethnies acholi, lango et iteso, tandis que les seconds, plus « idéologiques », quelque peu en délicatesse avec Dar es Salaam, attiraient des jeunes provenant des groupes bantous de l'ouest (Banyankole, Batoro, Banyoro). En avril 1979, Yoweri Museveni était nommé ministre de la Défense dans le gouvernement provisoire du professeur Yusuf Lule. La nouvelle armée ougandaise, l'UNLA, était profondément divisée entre les partisans du ministre et ceux du chef d'état-major, le général Oyité-Ojok.

Cette période intermédiaire, qui allait durer jusqu'à la « restauration » d'Obote en décembre 1980, allait voir se développer l'aspect de rassemblement du noyau réuni autour de Yoweri Museveni. Face à un retour de l'ancien président, qui devenait de plus en plus probable au fur et à mesure que le temps passait, que les dirigeants du gouvernement provisoire — Lule, puis Godfrey Binaisa — accumulaient les maladresses tactiques, et que la préférence tanzanienne pour Obote se précisait, la personnalité du ministre de la Défense rassemblait autour d'elle un ensemble assez varié d'hommes publics qui ne voyaient aucun avenir dans le retour aux errements du passé ; cela allait d'un vieux monarchiste populiste, comme le Dr Samson Kisekka, aujourd'hui Premier ministre, à un sympathisant communiste, comme le professeur Chango Machyo, en passant par le président du Barreau ougandais, Sam Njuba, ou le journaliste engagé Jaberu Bidandi-Ssali.

Cette période de rassemblement fut aussi celle qui vit les aspects les plus discutables de l'action de Yoweri Museveni qui, pour un opposant de la politique politicienne, se montra d'une extraordinaire souplesse, pour ne pas dire plus, lors des divers changements intervenus entre mai 1979 et mai 1980 : ministre de Lule, il approuva sa déposition ; allié de Binaisa, il accepta son transfert au poste secondaire de

ministre de la Coopération régionale (20 novembre 1979) et décida finalement de servir de caution d'indépendance à la commission militaire pro-obotiste installée au pouvoir en mai 1980 par le coup d'État Muwanga/Oyité-Ojok.

Cette volonté de participer au pouvoir à tout prix correspondait à un souci d'efficacité que les faits devaient démentir. En effet, au fur et à mesure que Museveni s'enlisait dans sa politique participationniste, ses moyens militaires lui étaient lentement ôtés : une partie des recrues du début 1979 avaient quitté l'armée après la victoire ; une autre partie, envoyée en Tanzanie pour y recevoir une formation avancée, y était maintenue sous divers prétextes (2). Finalement, les dernières unités soupçonnées de « musévénisme » furent mutées dans des provinces hostiles (Teso, Lango) après le coup d'État de mai 1980, tandis que des troupes « obotistes » étaient amenées dans la capitale. Par ailleurs, Museveni lui-même se trouvait taxé d'opportunisme, non seulement par ses adversaires, mais par certains de ses amis.

Cherchant à réagir, le noyau « musévéniste » allait créer l'UPM en juin 1980. Parti de gauche nationaliste se voulant rénovateur et partisan d'un gouvernement « propre », l'UPM était largement ouvert, notamment du côté de l'aile populiste du mouvement monarchiste ; l'aile conservatrice se reconnaissant dans le Parti conservateur de l'ancien Premier ministre du Roi, Mayanja-Nkangi.

Parti progressiste multi-classes et multiethnique, l'UPM reprenait donc à son compte la formule de l'UPC de 1960, mais en renversant le dosage ethnique puisque la dominante était bantoue et qu'il y avait un clin d'œil aux Baganda. Cependant, créé à la hâte pour participer aux élections prévues six mois plus tard, refusant de mobiliser le ressentiment ethnique qui allait s'incarner dans le DP, manquant de moyens financiers, l'UPM n'allait pas parvenir à s'imposer face aux deux grands partis traditionnels, DP et UPC. Prisonniers de leur choix participationniste, les dirigeants de l'UPM allaient accepter — tout comme ceux du DP pourtant beaucoup plus expérimentés — de s'en tenir à la logique d'un jeu démocratique que le contrôle de l'armée et de l'administration par l'UPC, ainsi que la partialité tanzanienne, rendaient vicié par avance. Pourtant, dès avant les élections, des éléments très divers pensaient déjà à la lutte armée, qu'il s'agît du DP conservateur Lutakome Kayiira, en dissidence depuis la déposition de son mentor, Yusuf Lule, ou du journaliste John Kakooza, kidnappé et torturé par des éléments obotistes pendant l'été 1980 pour en avoir trop dit dans ses articles, et persuadé, après sa remise en liberté, que les partisans de l'ex-président étaient résolus à gagner par n'importe quel moyen.

Le 10 décembre 1980, l'UPM n'était présent que dans 77 circonscriptions sur 126. Son rôle marginal et sa formation récente amenèrent presque partout les opposants à un retour de Milton Obote à « voter utile », c'est-à-dire DP.

(2) Beaucoup des jeunes officiers rentrant de Tanzanie début 1981, après l'accession au pouvoir d'Obote, furent arrê-

tés et emprisonnés. Les survivants ne devaient recouvrer la liberté que le 27 juillet 1985.

Les élections elles-mêmes se déroulèrent dans un climat de violence, de truquage et de confusion qu'il ne nous appartient pas d'aborder ici. Leur résultat fut de persuader le DP qu'il avait effectivement gagné — ce qui semble probable — et de créer dans certaines parties du pays, particulièrement le *West Nile*, le Buganda et les confins Toro-Ankole, les conditions objectives d'un refus armé de cette « consultation ». Le DP, en dépit de sa situation, refusa la tentation de la guérilla. Son président, Paul Ssemogerere, un avocat libéral, était décidé à jouer la carte d'une opposition constitutionnelle dans un cadre qui ne l'était plus guère. Certains autres dirigeants du DP, tel Francis Bwengye, choisirent de gagner le Kenya et de rejoindre Lutakome Kayiira qui organisait alors ce qui allait devenir l'UFM. Mais cette divergence de vues et le caractère bourgeois, libéral et légaliste du DP ne le prédisposaient pas à devenir un parti animateur de la lutte armée.

Tout autre était la position de l'UPM. Son échec électoral était complet puisqu'il n'avait obtenu qu'un seul siège, d'ailleurs grâce au report des voix du DP dont le candidat local avait été assassiné. Mais le passé « militant » de nombreux membres, son dynamisme politico-militaire, l'expérience de la guérilla, que possédaient Yoweri Museveni et plusieurs autres cadres, lui permettaient de passer aisément à la clandestinité. L'UPC ne s'y trompait pas, qui s'abstint de toucher à M. Ssemogerere et aux leaders du DP — au moins dans un premier temps — mais qui fit immédiatement incarcérer plusieurs des principaux dirigeants de l'UPM (Bidandi-Sali, Mme Rhoda Kalima, Kirunda-Kivejinja). Yoweri Museveni avait déjà disparu.

Moins de deux mois plus tard (février 1981), les attaques de plusieurs installations militaires, tant par l'UFM « conservatrice et catholique » que par la guérilla « protestante et progressiste » du PRA, marquaient le début de la guerre civile. Museveni, à la tête du PRA, refusait évidemment aussi bien l'une que l'autre de ces deux étiquettes, puisqu'il appelait à une « Résistance nationale ». L'enjeu-clé du conflit était bien sûr le Buganda, cœur socio-économique du pays, violemment opposé au président Obote, foncièrement conservateur, et qui avait voté DP alors qu'il était majoritairement protestant. Aucun des deux mouvements de guérilla naissants ne pouvait le satisfaire pleinement, l'UFM à cause de sa teinte catholique, le PRA parce que son leader était suspect de marxisme.

La percée politique essentielle pour Museveni et son noyau militant réuni autour du PRA allait venir de l'alliance, apparemment contre nature, avec le vieux leader conservateur Yusuf Lule. L'ex-président du gouvernement provisoire était resté très populaire parmi les Baganda après sa déposition. Musulman converti dans sa jeunesse au protestantisme, ancien recteur de l'Université Makerere, ancien député monarchiste, fonctionnaire international, il était entouré de cette aura de respectable conservatisme qui avait toujours eu un grand poids au Buganda. Après les élections, il avait créé un « groupe de combat », les Uganda Freedom Fighters (UFF), plus riche de cadres que de combattants. Il vivait en exil à Londres. Pour Museveni, guerillero « gauchiste » au con-

tact du terrain, mais considéré avec suspicion par la bourgeoisie d'affaires de Kampala, Lule apportait une dimension nécessaire de respectabilité politique. Pour Lule, manquant de moyens militaires, Museveni amenait un dynamisme social et combattant essentiel à la lutte armée ; le NRM (National Resistance Movement) allait naître de cette conjonction en mai 1981.

L'appellation de « national » donnée au mouvement était à la fois potentiellement exacte et exagérée sur le moment. L'un des moindres paradoxes n'était pas le fait que le recrutement militaire de base était baganda, alors que les cadres, survivants du FRONASA et des levées de 1979, étaient souvent des gens de l'Ouest, Baciga, Banyankole et Batoro. Dirigée sur le terrain par un Munyankole, la guérilla n'avait guère de soutien dans le district d'origine de son chef, le gouvernement UPC jouant sur son origine aristocratique pour éveiller la méfiance des masses de paysans bairu.

Cependant, dès le début, le refus délibéré de toute démagogie ethnique ou religieuse donna au discours du mouvement une résonance qui dépassait potentiellement de très loin ce qui était en fait son recrutement réel. C'est la combinaison de ce réalisme tactique — l'alliance avec Lule — avec une vision politique populiste et vigoureusement nationaliste, qui le différençait de l'UFM. A l'époque plus présent militairement sur le terrain, l'UFM ne parvenait pas à sortir de son origine socio-ethnique — petite bourgeoisie baganda — ni de sa médiocrité politique limitée à une sorte de libéralisme vague issu de la démocratie chrétienne, d'autant plus difficile à définir que le DP, dont il provenait, refusait obstinément toute association avec la guérilla et jouait la carte de l'opposition légale.

Le sabotage *de facto* de l'UPM en tant que parti évitait au NRM tout problème de double tactique et donnait à son approche de la lutte armée une cohérence qui manquait à ses rivaux. Quant au *West Nile*, district d'origine d'Idi Amin sur lequel s'était appesanti tout le poids de la vengeance ethnique depuis octobre 1980, son éloignement empêchait toute coordination militaire avec les mouvements de guérilla du Sud. De plus, le choix malheureux de Moses Ali, ancien ministre d'Idi Amin, comme leader de l'UNRF (la guérilla du Nord), s'il s'expliquait pour des raisons financières et politiques, n'était pas fait pour faciliter les rapports avec l'ancien animateur du FRONASA et de la lutte contre la dictature.

Sur le plan militaire, les opérations de l'UFM étaient souvent plus spectaculaires (attaque de Lubiri en février 1982) que celles de la NRA. Mais, à la différence de Kayiira, Museveni se concentra beaucoup plus sur la formation, tant politique que militaire, de ses troupes. Les opérations de la NRA dans ce que l'on allait bientôt appeler le « triangle de Luwero », au nord de Kampala, étaient limitées, précises et efficaces. Les pertes étaient faibles mais le problème principal venait du manque d'armes.

En effet, la guérilla ne bénéficiait pratiquement d'aucun appui extérieur. Pour des raisons complexes de tactique géopolitique, tant l'Est que l'Ouest soutenaient le régime Obote. Seul le colonel Kadhafi avait

accepté d'apporter un soutien militaire ; et encore, pour ce faire, il avait obligé les trois mouvements de guérilla — UFM, NRM et UNRF — à fusionner en un mythique Front populaire ougandais (décembre 1981) qui n'existait que sur le papier et n'avait d'autre raison d'être que de capter l'aide de Tripoli. Au bout d'un an environ, celle-ci finit par se tarir complètement. Dans une situation aussi difficile d'autonomisme forcé, l'organisation plus sérieuse et la formation plus systématique de la NRA allaient lui permettre de survivre, alors que l'UFM, infiltrée par des agents de la police secrète ougandaise, était soumise à de rudes coups. Finalement, enfermé dans son « bastion » de Mpigi, le mouvement de Lutakome-Kayiira finit par se désintégrer sous l'effet conjugué des attaques de l'UNLA et des désertions. Son chef partit se réfugier aux États-Unis, laissant peser sur la NRA tout le poids de la guerre. C'est à ce moment (fin 1982) que les premiers « instructeurs » nord-coréens commencèrent à arriver en Ouganda, et avec eux l'artillerie de campagne. De concert avec les hélicoptères acquis en Italie, cette augmentation de la puissance de feu de l'UNLA menaçait une guérilla riche en hommes mais pauvre en équipements. La NRA choisissait systématiquement de rompre lorsque la pression était trop forte. Sur le plan international, il y avait partage des rôles : l'ex-président Lule, réfugié à Londres, tentait, sans grand succès, d'intéresser les capitales occidentales conservatrices à la situation ougandaise, tandis que les jeunes de l'équipe FRONASA/UPM cherchaient, sans beaucoup plus d'effet, l'appui des pays « progressistes » ou membres de l'Internationale socialiste. Les pays du Pacte de Varsovie demeuraient absolument fermés à tout contact avec les représentants de la NRA.

Il est certain que c'est en partie cette expérience — et celle du soutien russo-coréen au président Obote — qui amena les ex-gauchistes du FRONASA à réexaminer leurs choix. Si le nationalisme — économique notamment — reste aujourd'hui un article de foi du NRM, il n'a plus « d'alliés privilégiés » ni de principes organisationnels inspirés des partis communistes. Il reste une certaine phraséologie — « camarade », « impérialisme » — dans le discours NRM, mais sous forme de traces ou d'habitudes, plus qu'comme un ensemble cohérent. Sur le plan économique, aucun appel à la collectivisation, mais bien au contraire de vibrants éloges de l'économie mixte que ne désavouerait pas un socialiste européen.

L'UNRF réduite à l'impuissance dans la lointaine province du West Nile, l'UFM battue, la NRA devenait pour le régime Obote l'ennemi principal. La « lutte anti-guérilla » d'une UNLA sous-encadrée, pratiquement pas payée et sans discipline, tourna, en 1982-1983, au massacre pur et simple des populations civiles. Dans le fameux « triangle » situé entre la route de Bombo et celle de Hoïma, il y a sans doute eu plus de 200 000 morts en quatre ans. La guérilla luttait dans une région très peuplée et n'avait pas les moyens militaires de maintenir durablement des « zones libérées ». Cette expérience de la violence, de l'horreur répétée, des fosses communes dans chaque village forme aujourd'hui un élément essentiel de « l'expérience NRA ». Le légalisme pointilleux qui exaspère certains, soucieux d'une épuration radicale, trouve sa racine

dans l'expérience quotidienne des effets de l'illégalité officiellement approuvée. Chaque soldat, chaque cadre ou presque de la NRA a perdu des membres de sa famille et les a fréquemment vus mourir sous ses yeux.

Les « troupes spéciales » participant à la répression étaient souvent d'origines ethniques très mêlées, même si leurs chefs étaient pratiquement tous langi et acholi, et cela permettait à la ligne « anti tribaliste » de la NRA de jouer. Bien sûr, au niveau viscéral, « les Nordistes » étaient perçus comme globalement responsables de la situation. Mais ils avaient suffisamment d'auxiliaires parmi des groupes bantous du sud — Bakedi et Bagisu du Sud-Est, Banyankole et même jeunes Baganda recrutés par le vice-président Paulo Muwanga — pour qu'une réaction tribaliste élémentaire soit difficile. Dans sa propagande, la NRA insistait toujours sur « les soldats du régime dictatorial » et luttait contre l'image de « lutte tribale » que le gouvernement cherchait à donner de son combat. Cependant, à part quelques Acholi catholiques, et à ce titre sympathisants DP, bien peu de Nordistes se joignirent à la NRA dont le recrutement demeura essentiellement baganda, puis, après décembre 1984, banyoro, batoro et banyankole.

En effet, « l'offensive finale » des groupes gouvernementales, fin 1984, loin de détruire la guérilla, n'avait fait que l'étendre. Obligée de quitter le Luwero — au moins en partie — la NRA s'était repliée vers l'ouest. La violence aveugle de l'armée gouvernementale poussait dans ses rangs des milliers de jeunes des provinces occidentales, désormais elles aussi touchées par la guerre. Le rythme des combats, l'importance des pertes et le sentiment d'être les victimes bien mal récompensées de l'alliance tribale amenèrent les soldats acholi de l'UNLA à se révolter contre les Langi du président Obote (27 juillet 1985), qui perdait ainsi de nouveau le pouvoir.

Le nouveau régime, dirigé par le général Okello, soldat de carrière, âgé et sans imagination, prétendait représenter un changement. En fait, il n'était que l'ultime étape de l'anarchie institutionnalisée qui régnait en Ouganda depuis dix ans. Mais la haine d'Obote était telle — et sans doute aussi la crainte de Museveni et de la NRA dont le rôle dans la chute du gouvernement devenait soudain évident — que les autres mouvements de guérilla (UNRF, une UFM-croupion péniblement ressuscitée par Kayiira, le FEDEMU, un rejeton de l'UFM né des maquis abandonnés de 1983) s'empressèrent de rejoindre le nouveau Conseil militaire. Pour faire bonne mesure, les soldats d'Idi Amin réfugiés au Soudan — la FUMA — firent accord avec le général Okello pour pouvoir rentrer au pays. La NRA se retrouvait seule face à une coalition hétéroclite qui réunissait tout ce que l'Ouganda avait pu subir de faillites politiques en un quart de siècle. Les conversations de Nairobi, censées rapprocher, sous l'égide du président Arap Moi, les soudards de l'UNLA et la guérilla, ne pouvaient aboutir tant que la violence envers les civils redoublait, montrant l'incapacité du général Okello, même bien intentionné, à contrôler ses troupes.

Fidèle au principe maoïste de « négocier tout en combattant », Yoweri Museveni ne cessait d'appeler les populations civiles à l'insurrection con-

tre le général Okello, tout en acceptant de rencontrer ce même Okello lors des négociations de paix au Kenya. La NRA avait profité de la confusion produite par l'affrontement Acholi-Langi au sein de l'UNLA pour occuper tout le tiers ouest du pays (Kigezi, Ankole, Toro, plusieurs comtés du sud du Bunyoro et de l'ouest du Buganda). Dans cette zone libérée, un jeune dirigeant musulman muganda issu d'une famille de commerçants aisés, El Hadji Moses Kigongo, organisait une administration parallèle dont la discipline faisait contraste avec la pagaille qui régnait du côté gouvernemental. Le contraste entre le calme régnant dans la zone NRM et les exactions constantes dans celles que contrôlaient les groupes armés pro-gouvernementaux, amenait la communauté d'affaires de Kampala à souhaiter la victoire des anciens « gauchistes ». La victoire militaire du 25 janvier 1986 (prise de Kampala) ne fit qu'entériner une situation politiquement déjà jouée.

En quoi ce passé tumultueux et contradictoire influence-t-il aujourd'hui le gouvernement de la NRA au pouvoir ? De plusieurs manières :

- D'abord, par un radicalisme qui ne s'est jamais démenti depuis l'époque du FRONASA en Tanzanie, en 1973. Le « noyau central » de la NRA/NRM s'est battu pour la paysannerie et par la paysannerie. Les leaders sont parmi les rares dirigeants du continent à avoir mûri leur expérience sur le terrain, au contact de la vie rurale et de manière très pratique. Il reste du maoïsme à la NRM un « style » spartiate et populiste.
- Ensuite, par un grand pragmatisme au niveau des moyens : autant les buts — nationalisme, démocratie d'un « basisme » parfois naïf, souci de mettre l'économie au service de la nation — sont clairs, autant les alliances et les tactiques sont ouvertes aux compromis. Des compromis qui peuvent aller parfois si loin — avec certains survivants du régime Obote par exemple — que certains s'interrogent sur leur compatibilité avec le maintien des objectifs du mouvement.
- Il y a aussi un certain franc-parler, une rudesse militaire qui heurte les habitudes diplomatiques : le président Museveni appelle ses prédécesseurs « de petits tyranneaux sanglants », rappelle au corps diplomatique qu'il serrait leurs mains et les appelait « Excellence », dit que l'OUA « ne sert à rien », etc. Peut-être superficiel, ce style a néanmoins le mérite, par son « parler vrai » sans fard, de rendre au pouvoir une crédibilité totalement perdue depuis 1975.
- La NRA a gardé des années sanglantes la phobie de l'illégalité et du tribalisme. Le résultat aboutit parfois aux excès inverses : un légalisme tatillon qui a pour le moment empêché toute épuration (l'ancien chef de la police secrète, Cris Rwakasisi, assassin notoire, a retrouvé toute sa superbe et, grâce à ses avocats, défie même le gouvernement du fond de sa prison) et un souci d'équilibre ethnique qui amène parfois à maintenir, contre toute logique, des gens à certains postes pour ne pas paraître les en chasser du fait de leur origine tribale.

Enfin, l'empreinte de « l'esprit guérillero » se manifeste par deux traits mal adaptés au relèvement économique rapide du pays souhaité par le nouveau gouvernement : l'attentisme et le goût du secret.

La prudence, qui a si bien servi la NRA sur le plan militaire, entre 1981 et 1986, a été élevée au rang d'une philosophie, presque d'une mystique. On entend fréquemment dire à Kampala que « ces gens-là » (c'est-à-dire le noyau central NRM) savent attendre leur heure. « Ces gens » sont d'ailleurs très mal connus du grand public : pour quelques-uns, comme Eriya Kategaya ou le Dr Ruhakana-Rugunda qui sont des hommes publics « officiels », beaucoup d'autres ne sont que des silhouettes sur lesquelles on met à grand peine un nom. Ce goût du secret, un certain mépris pour les « ronds-de-cuir » de l'administration classique mènent à une dualité de pouvoirs entre les jeunes « commandants » issus de la guérilla et les fonctionnaires chargés d'appliquer leurs politiques, à qui l'on omet fréquemment de demander leur avis.

Traits durables ou survivances dépassées de « l'esprit du bush » au sein du pouvoir ? L'avenir le dira, mais ce qui est certain, c'est que le phénomène NRM, avec son mélange de radicalisme et de pragmatisme, sa volonté révolutionnaire et sa capacité à utiliser les plus vieux routiers de la politique nationale, avec son expérience du combat et de l'horreur jointe à un respect de ce qu'il convenait à une certaine époque d'appeler « le légalisme bourgeois », constitue une expérience extrêmement originale ; le fait d'avoir lutté de manière prolongée les armes à la main, non pas contre des troupes coloniales mais contre un gouvernement africain, est une nouveauté radicale sur le continent. On peut se demander s'il s'agit là d'un phénomène unique, propre à l'évolution de la politique ougandaise, ou si au contraire ce changement « qui n'est pas un simple changement de garde mais un changement fondamental » (3) en annonce d'autres sur la scène politique régionale.

(3) Yoweri Museveni, le jour de sa prestation de serment (29 janvier 1986).

## PETIT LEXIQUE DES SIGLES

### DP (DEMOCRATIC PARTY)

Parti Démocrate-Chrétien, fondé en 1954. Arrivé au pouvoir pendant la période de « self-government » précédant l'indépendance (1961-1962), il était le principal adversaire tant de l'UPC que du parti monarchiste Kabaka Yekka. Probable vainqueur des élections de 1980, opposition légale du régime Obote entre 1981 et 1985, a accepté de collaborer avec le Conseil militaire du général Okello, entre le 27 juillet 1985 et le 26 janvier 1986. Participe aujourd'hui au Gouvernement d'union nationale sous l'égide du NRM.

### FEDEMU (FEDERAL AND DEMOCRATIC MOVEMENT OF UGANDA)

Formé fin 1983 à partir des maquis survivants de l'UFM. Ultra-conservateur et violemment anti-communiste. Dirigé par George Nkwanga, puis, après son assassinat, par David Lwanga, actuellement ministre de l'Environnement. Comme l'UFM, s'était rangé aux côtés du général Okello.

### FRONASA (FRONT FOR NATIONAL SALVATION)

Groupe de guérilla formé en Tanzanie en 1973 par Yoweri Museveni pour lutter contre Idi Amin. Pépinière des futurs cadres de l'UPM et « noyau dur » de l'actuel NRA/NRM.

### FUNA (FORMER UGANDA NATIONAL ARMY)

Armée privée formée des anciens soldats d'Idi Amin réfugiés au Soudan. Dirigée par le général Emilio Mondo, la FUNA défendit Kampala contre la guérilla de la NRA, alors que l'armée « régulière », l'UNLA, se débandait. Le général Mondo vient de se rallier au nouveau régime (mai 1986).

### NRA (NATIONAL RESISTANCE ARMY)

NRM (NATIONAL RESISTANCE MOVEMENT — bras politique)  
NRC (NATIONAL RESISTANCE COUNCIL — Conseil Directeur de la NRA/NRM)

Mouvement politico-militaire créé en mai 1981 par la fusion de la PRA de Yoweri Museveni et de l'UFF de Yusuf Lule. La NRA/NRM a émergé en 1984 comme le mouvement principal de lutte armée contre le régime Obote et a conquis le pouvoir par les armes entre janvier et mars 1986. Mouvement-ombrelle se proposant de favoriser un renou-

veau national, le NRM accepte en principe la double appartenance vis-à-vis des partis traditionnels, mais se comporte en fait comme un parti de type nouveau, mi-guérillero, mi-populiste paysan.

#### **PRA (POPULAR RESISTANCE ARMY)**

Créé par Yoweri Museveni dès janvier 1981 pour entreprendre la lutte armée contre le régime Obote. Fusionne en mai avec l'UFF de Lule pour créer la NRA/NRM.

#### **SUM (SAVE UGANDA MOVEMENT)**

Créé à Nairobi en 1973 par le journaliste Aleker Ejalu. Pragmatique et peu politisé, il tenta — en vain — d'assassiner Idi Amin ou de susciter contre lui un coup d'État de ses propres soldats.

#### **UFF (UGANDA FREEDOM FIGHTERS)**

Groupe de guérilla éphémère formé par l'ex-président Lule. Fusionna avec la PRA de Yoweri Museveni en mai 1981 pour former la NRA/NRM.

#### **UFM (UGANDA FREEDOM MOVEMENT)**

Dirigé par Lutakome Kayiira. Mouvement de guérilla créé au début de 1981 à Nairobi à partir d'un noyau DP. Recrutant exclusivement en milieu baganda, assez conservateur, ce mouvement, qui avait connu d'importants succès initiaux, déclina rapidement fin 1982-début 1983 après le kidnapping au Kenya de l'un de ses chefs « historiques », Balaki Kirya. Certains maquis survivants de l'UFM donnèrent naissance au FEDEMU. Ce qui restait du mouvement se rallia au général Okello le 27 juillet 1985, avant de changer de camp au moment de la bataille de Kampala (janvier 1986).

#### **UNLA (UGANDA NATIONAL LIBERATION ARMY)**

Armée nationale ougandaise créée à partir du Kikosi maalum (« Bataillon spécial », pro-Obote, combattant aux côtés des Tanzaniens), des milices tribales levées au Nord et des recrutements locaux du début 1979. Placée sous le commandement du général Oyité-Ojok, puis après sa mort en décembre 1983, du général Smith Opou-Acak, l'UNLA, largement incontrôlée, pas payée, reçut carte blanche pour une lutte anti-guérilla qui tourna à partir de fin 1982 au massacre massif des populations civiles. Artisan du coup d'État du 27 juillet 1985, l'UNLA devait par la suite se dissoudre en tant que force combattante à partir de décembre, laissant la lutte anti-NRA à la FUNA.

#### **UNO (UGANDA NATIONALIST ORGANIZATION)**

Groupe anti-Amin créé en 1978 à Nairobi. Dirigé par Roger Makasa et Robert Serumaga, il représentait un courant conservateur, voire néomonarchiste, hostile tant à Obote qu'à Museveni et que l'on retrouve par la suite incarné dans l'UFM et le FEDEMU.

#### **UNRF (UGANDA NATIONAL RESCUE FRONT)**

Groupe de guérilla formé à partir du Soudan par les populations du

*West Nile.* Dirigé par un ancien ministre d'Idi Amin, Moses Ali, puis par le major Amin Ouzi, l'UNRF lutta contre le régime Obote, mais, comme tous les autres groupes, se rallia au coup d'État du général Okello en juillet 1985.

**UPC (UGANDA PEOPLE'S CONGRESS)**

Parti créé en 1960 par Milton Obote sur une base nationaliste, populiste et panafricaine, mais surtout opposée au monarchisme baganda. C'est de son organisation de jeunesse (« UPC Youth Wing ») qu'est issu le « noyau central » du NRM. L'UPC a gouverné l'Ouganda, d'abord en alliance avec le parti monarchiste Kabaka Yekka (1962-1964), puis seul (1964-1971). Sa « restauration » en 1981 a sombré dans le tribalisme.

**UPM (UGANDA PATRIOTIC MOVEMENT)**

Parti « gauchiste » créé à la hâte en 1980 par Yoweri Museveni et ses amis pour prendre part aux élections de décembre. Dirigé par Bidandi-Ssali, il comprenait plusieurs survivants du FRONASA. Persécuté entre 1981 et 1985, il existe toujours mais demeure en sommeil pour se conformer à l'interdiction des activités politiques décrétée par le NRM.